

M.K. NARAYANAN

Ancien conseiller de sécurité nationale du Premier ministre de l'Inde, Gouverneur du Bengale occidental

Le terrorisme et les nouvelles menaces auxquels sont confrontés au 21^e siècle les États et gouvernements en place

M. Thierry de Montbrial, chers collègues intervenants et Mesdames et Messieurs les membres de cet auditoire distingué.

C'est un privilège de participer à la Quatrième édition de la World Policy Conference. Cette conférence est devenue en peu de temps une des conférences internationales majeures sur la gouvernance mondiale et les questions qui y sont liées. Je tiens à féliciter M. Thierry de Montbrial, qui a réussi à rassembler de si éminentes personnes et à réunir le meilleur de la Conférence de Munich sur la sécurité et du Forum économique mondial de Davos, afin de trouver une réponse collective aux défis de notre temps.

Je commencerais par dire que, alors que seulement quelques mois séparent 2011 de 2010, on a le sentiment d'être entrés dans une ère nouvelle. Les changements révolutionnaires survenus l'an dernier dans plusieurs parties du monde ont entraîné une mutation profonde sur le plan de la gouvernance. Ils peuvent paraître soudains, mais ils étaient manifestement en gestation depuis quelque temps déjà. De même, sur le plan stratégique, de nombreux changements se produisent derrière l'apparence des événements. Avec l'accélération des possibilités de pollinisation croisée des pensées et des idées, ils sont également susceptibles de provoquer des turbulences.

J'aimerais aborder cinq aspects :

- a) La multiplication et la propagation des idées fondamentalistes et extrémistes ;

- b) Les guerres asymétriques et le terrorisme ;
- c) Les problèmes relatifs au cyberspace et la cyberguerre ;
- d) La sécurité nucléaire ; et
- e) La sécurité du patrimoine commun.

Il est presque certain que le 21^e siècle verra les idées fondamentalistes, extrémistes et radicales se multiplier et se propager davantage. Cette recrudescence engendrera elle-même une multitude d'idéologies dangereuses. En usant d'une rhétorique puissante et en s'appuyant sur des groupes de jeunes instruits et mécontents, il deviendra possible de propager le message véhiculé par ces idéologies en exploitant pleinement les possibilités offertes par Internet et la mondialisation des moyens de communication

C'est pourquoi un des défis cruciaux du 21^e siècle consistera à trouver comment contrer les discours de radicalisation. Cela exigera une approche stratégique mûrement réfléchie, pour éviter que des situations relativement bénignes ne deviennent hors de contrôle.

Le terrorisme

Au 21^e siècle, le terrorisme est appelé à jouer un rôle stratégique dans les conflits contre les États en place. Les gouvernements devront en particulier élaborer des politiques et des mesures de nature à délégitimer les actes de terrorisme fondés sur un discours unique (simpliste) – à savoir qu'« une idéologie religieuse est attaquée » ou quelque chose d'autre du même genre, discours occultant le fait que le terrorisme sert essentiellement à des fins politiques.

Permettez-moi d'esquisser quelques-uns des dangers qui se manifestent déjà.

- Les États devront enrayer efficacement le phénomène grandissant des acteurs non étatiques, qui seront l'archétype des combattants des guerres asymétriques du 21^e siècle, capables d'opérer sans discontinuité d'un pays et d'une société à l'autre, apportant avec eux de nombreuses compétences nouvelles.
- Des efforts énergiques devront être déployés pour ne pas laisser aux terroristes la possibilité d'acquérir les nouvelles technologies. Déjà, des organisations terroristes comme Al-Qaïda et Lashkar-e-Toiba ont des unités dédiées à l'acquisition de technologie et à la recherche technologique.
- Les États devront en outre mettre en place des mesures pour empêcher les organisations terroristes d'élargir leurs réseaux. Cette tendance à l'élargissement est déjà visible dans une certaine mesure, mais elle s'accroîtra au 21^e siècle. La « philosophie révolutionnaire » d'Oussama ben Laden, grâce à laquelle des organisations terroristes ont bénéficié d'un soutien sous la forme d'armes, de matériel et de logistique, a permis la naissance de nombreux autres groupes terroristes internationaux. Basée au Pakistan, l'organisation Lashkar-e-Toiba opère dans plus de 21 pays et entretient des liens avec des groupes terroristes, se trouvant dans des situations similaires, comme Al-Qaïda au Maghreb, Al-Shabab en Afrique, Tehreek-e-Taliban au Pakistan, Harquat-ul-Jehadi Islami, et Jamat-e-Islamiah dans le Sud-Est asiatique, etc. Cela a insufflé une nouvelle vitalité à chacune de ces organisations.
- Les États doivent veiller à ce que le risque effroyable d'actes terroristes catastrophiques ne se concrétise jamais, en refusant aux terroristes l'accès aux armes nucléaires, chimiques et biologiques. Certains groupes terroristes s'efforcent visiblement déjà de se procurer des matières nucléaires fissiles et de recruter des physiciens et des ingénieurs pour pouvoir fabriquer une arme nucléaire artisanale.

En outre, la physionomie prédominante du terrorisme en Asie du Sud véhicule un message et a une résonance dans le reste du monde. La zone d'influence du LeT, le principal auteur des attentats terroristes perpétrés en Inde, s'étend bien au-delà de l'Asie du Sud. En outre, la série d'attaques terroristes menée à Mumbai le 26 novembre 2008 (qui a fait plus de 170 morts et a été condamnée universellement) a révélé la forte montée en puissance des organisations terroristes ces dernières années. Le soutien que ces organisations peuvent également espérer de la part d'autres organisations comme les Services de renseignement pakistanais (l'ISI) renforce encore leurs capacités.

Aujourd'hui, de nombreux actes de terrorisme sont perpétrés par de petites cellules terroristes décentralisées, mais liées à des organisations terroristes connues implantées hors du pays. Le nouvel impératif consiste à atteindre plusieurs cibles en même temps pour qu'un attentat terroriste ait un impact maximal. De nombreux djihadistes sont originaires du pays et capables de se fondre facilement dans les communautés locales. Ils se sont souvent radicalisés sous l'influence de prêcheurs locaux enragés, puis ont été envoyés en formation dans des écoles situées à la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan, au Yémen ou ailleurs.

Le terrorisme est donc en train de se muer en une Hydre à plus d'un égard. C'est pourquoi un relâchement dans la lutte mondiale contre le terrorisme serait une grave erreur.

La cybersécurité

La question de la cybermenace a été discutée précédemment, mais permettez-moi d'y revenir en l'abordant sous l'angle de la sécurité.

La cybermenace est bien partie pour poser un problème majeur aux nations au 21^e siècle. À mesure que la planète devient de plus en plus interconnectée, non seulement les possibilités de perturbation résultant de cyberattaques augmentent, mais les problèmes de sécurité aussi. L'anonymat que confèrent les cyberopérations en fait une arme idéale pour l'ennemi.

En utilisant des ordinateurs et des logiciels très performants ainsi que des systèmes d'ingénierie complexes, il est déjà possible de bloquer totalement l'information numérique d'un pays et sa diffusion et de perturber les systèmes de connexion en lançant des attaques du type déni de service en mode distribué ou du type flooding et en employant des logiciels malveillants de toutes sortes affectant les réseaux sociaux. Une douzaine de cas d'interruption de service ont déjà été répertoriés. Avec la convergence et l'intégration croissantes des systèmes de calcul, de communication, de stockage et de détection, et avec des techniques de hacking plus élaborées – que les techniques actuelles d'ingénierie

inverse, d'ingénierie sociale et de tunnels – les cyberguerriers vont s'en donner à cœur joie. Déjà, de par le monde, des gangs de hackers achètent et vendent des outils et des techniques.

La sécurité nucléaire

La sécurité nucléaire restera une vraie gageure pour les nations au 21^e siècle. Les initiatives comme le mouvement Global Zero et l'intensification des pressions exercées en faveur du désarmement nucléaire montrent à quel point ce problème est jugé préoccupant.

La sécurité nucléaire passe par la délégitimation des armes nucléaires, la réduction de l'arsenal nucléaire existant, la levée de l'état d'alerte sur les armes nucléaires (pour éviter toute utilisation involontaire ou accidentelle des armes nucléaires), la sécurisation de toutes les matières vulnérables et une meilleure sécurité et comptabilisation des matières nucléaires. Aucun effort conséquent en ce sens n'est en vue. Et même s'il y en avait, le résultat serait incertain.

La prolifération clandestine des armes de destruction massive fait donc planer une grave menace. Les cadres de réglementation en vigueur relatifs à la sécurité et aux questions qui y sont liées sont très insuffisants. De surcroît, il n'y a aucun audit en bonne et due forme sur l'efficacité des systèmes de verrouillage, la sécurisation des installations de stockage et autres questions de surveillance. Si ce type de mesures n'est pas renforcé, la sécurité nucléaire restera une chimère.

Il existe trois scénarios apparentés en ce qui concerne la menace nucléaire.

Premier scénario : des organisations terroristes ou sans scrupules parviennent à acquérir des compétences leur permettant de pratiquer le terrorisme nucléaire. Certains groupes terroristes mènent actuellement des recherches à cet effet.

Deuxième scénario : des terroristes emploient une cyberarme pour arrêter des fonctions essentielles d'un réacteur nucléaire, comme l'alimentation électrique, ce qui, en interrompant le circuit de refroidissement, provoquera une fusion du réacteur à la Fukushima. Cela entraînera d'importants rejets de gaz radioactifs.

Troisième scénario : des terroristes s'attaquent directement au cœur d'un réacteur nucléaire.

Ces éventualités peuvent sembler lointaines pour l'instant, mais le rythme des progrès technologiques impose de ne pas les négliger.

La sécurité du patrimoine commun

Assurer la sécurité du « patrimoine commun » deviendra un défi majeur au 21^e siècle.

Les océans risquent de devenir les prochaines zones de conflits. Certaines questions n'ont pas encore été résolues, comme les frontières maritimes, les limites territoriales des zones économiques exclusives/étendues (qui recèlent d'immenses richesses maritimes), des questions de souveraineté délicates, etc., ce qui pourrait créer de nouveaux conflits entre les pays.

En outre, la piraterie, le terrorisme en haute mer et les activités criminelles empruntant les voies maritimes, comme le trafic d'armes, d'êtres humains et de matériaux de contrebande, poseront des problèmes de plus en plus graves aux pays. Cette aggravation testera la capacité de la plupart des pays à y faire face.

L'espace extra-atmosphérique

En dépit des engagements pieux d'utiliser l'espace extra-atmosphérique exclusivement à des fins pacifiques, un nombre suffisant d'éléments montre que les pays se préparent à en faire leur prochain champ de bataille. Quelques rares pays disposent déjà de systèmes avancés permettant de détruire des satellites à haute et basse altitudes. Il faut s'attendre à ce qu'au milieu du 21^e siècle au moins une douzaine d'États soient en mesure de déployer des armes

dans l'espace. Il deviendra donc plus difficile de promouvoir une utilisation exclusivement pacifique de l'espace extra-atmosphérique.

La migration de masse

La migration massive de populations d'un pays et d'un continent à l'autre est un des plus grands problèmes que la planète connaîtra au 21^e siècle. Elle pourrait être provoquée par différents facteurs : la sécurité alimentaire, la famine, les pandémies, la violence ethnique, les catastrophes naturelles, les facteurs économiques et les questions liées au changement climatique. Le spectre de millions de personnes se déplaçant d'un pays à l'autre sur un même continent ou d'un continent à l'autre pourrait fort bien venir hanter de nombreux pays au 21^e siècle.

Conclusion

Les menaces et les défis émergents en ce 21^{ème} siècle mettront vraisemblablement à rude épreuve la souplesse, l'ingéniosité et les capacités des gouvernements à travers le monde. Le risque s'invite souvent à la table des affaires de sécurité stratégique. Le facteur risque ne fera qu'augmenter au cours du siècle. Comme l'a démontré le 'Printemps arabe', les gouvernements peinent à prédire les événements et à anticiper les analyses de risque. Les États doivent avoir le moyen de faire face à de telles éventualités afin d'être en mesure de gérer les bouleversements qui marqueront le 21^{ème} siècle.

En outre, le monde devra construire de nouvelles structures pour faire face aux dimensions inédites que prendra la sécurité au 21^{ème} siècle. Cette démarche devra comprendre la capacité à gérer les acteurs non étatiques. De plus, il faut comprendre qu'aucune nation ne peut espérer aujourd'hui protéger seule ses intérêts. Il s'agira de mettre en place entre les pays et les continents une coopération étroite et une participation étendue.